

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :

1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 314

LE NUMERO : 2 F 50

15 FB - 1 FS

30 mai au 12 juin

Que la riposte prolétarienne à la préparation de la guerre s'étende au monde entier !

Réunis à Bruxelles au moment même où la sainte famille des alliés de Moscou se rassemblait à Varsovie, les pays de l'OTAN ont décidé d'augmenter leurs dépenses militaires de 3 % en volume. Pourfendeurs de l'impérialisme — celui des autres, naturellement — et champions de la lutte contre l'oppression — celle qui sévit dans le camp d'en face et contre les bourgeois, pas contre les

exploités, il va sans dire —, tous sont d'accord : oui à l'augmentation des stocks d'armement, oui au développement des équipements militaires ! Oui à l'installation plus rapide des SS 20 ici, oui à la production en série de missiles de croisière là ! Oui au déploiement des chars ici, oui à la mise au point de la bombe à neutrons là ! Oui aux sacrifices de la classe ouvrière partout !

D'un côté c'est la consécration officielle de l'invasion de l'Afghanistan avec promesse de retirer les troupes si les États-Unis sont prêts à reconnaître officiellement le pays comme chasse gardée russe. De l'autre, c'est la dénonciation vertueuse de cette occupation et la mise sur pied de plans d'intervention au Moyen-Orient, au cas où « la situation l'exigerait ». D'un côté, c'est la défense du « socialisme » et du « progrès » dans les montagnes de Kandahar et peut-être demain au Baloutchistan; de l'autre c'est la défense de la « civilisation » et de la « détente » à Oman et à... Tabas.

Quelles que soient les tentatives de troisième voie européenne, quelles que soient les velléités d'« indépendance » de la France, une indépendance reposant sur la défense des privilèges acquis et des chasses-gardées africaines et méditerranéennes en particulier, et quelles que soient les manœuvres ou les « coups

d'éclat » diplomatiques comme la rencontre de Varsovie entre Giscard et Brejnev, une chose est sûre pour tous ces flibustiers : les frontières du vieux monde sont désormais sur les rives du Golfe et de l'Océan Indien. Les appétits impérialistes, la soif de pillage et le banditisme des grands comme des petits impérialismes ne connaissent pas de frontières : **leur arène est le globe tout entier.**

Mais si les pays du Moyen-Orient fournissent aujourd'hui à la fois les ondes de choc qui obligent aux alignements impérialistes internationaux et les justifications de la préparation d'une nouvelle guerre de brigandage international, ils révèlent en même temps les alignements de classes qui s'opèrent face aux conséquences de la crise mondiale.

Prenons un exemple parmi d'autres : l'épisode de la prise des otages de l'ambassade iranienne de Londres. Les gouvernements iranien et anglais ont agi en

plein accord et la main dans la main pour « effacer la honte » que constitue l'occupation d'une ambassade étrangère au cœur de la capitale anglaise. Que le premier avalise l'occupation durable de bien d'autres ambassades dans sa propre capitale, est une autre histoire.

Pour comprendre les mobiles de leur acharnement, il faut faire abstraction du folklore irrédentiste et religieux dont s'entouraient les auteurs de la prise d'otage : il n'est pas rare, en effet, que des mouvements sociaux se cachent — hélas — derrière des oripeaux mystiques et nationalistes; mais les classes dominantes et leurs représentants reconnaissent sans difficulté derrière les apparences le visage de leur ennemi.

Les terroristes du Khouzistan peuvent bien (admettons-le) accepter l'aide de l'Etat qu'ils préfèrent, que ce soit l'Irak

(Suite page 2.)

La Corée du sud, à son tour...

Un nouveau « paradis capitaliste », une industrialisation forcenée, des taux de profit astronomiques; tout cela conquis sur le dos d'une classe ouvrière hier encore vantée pour sa « magnifique discipline », qui travaille plus de 60 heures par semaine et pour des salaires de 500 F par mois. Mais voilà que la crise mondiale, en fermant les frontières des pays riches aux produits coréens, provoque dans ce pays les premières lézardes que ne peuvent colmater les devises procurées par la forte émigration ouvrière, en direction du Golfe notamment.

N'est-ce pas suffisant pour expliquer un mécontentement populaire qui grandit? Et ce sont les premières émeutes, comme en octobre dernier à Pusan, le grand port du pays et à Masan une ville proche, émeutes sauvagement réprimées. Voilà la toile de fond sur laquelle, assassinat de Park aidant, a commencé à s'engager un « processus de démocratisation du régime » dont la véritable insurrection populaire de Kwangju montre qu'il ne peut s'agir que d'une feuille de vigne destinée à cacher la nudité du terrorisme ouvert de l'Etat, protégé par les porte-avions US, qui comme par hasard ont fait route vers la Corée, à peine les masses se sont-elles mises en mouvement.

Kwangju : 800.000 habitants, capitale de la région du Sud-Ouest, le Colla, région agricole traditionnelle, pays d'exode rural et d'émigration, riche en traditions de révoltes et, comme disent les journaux de « troubles révolutionnaires », et dont la population connaît dans le reste du pays une discrimination justifiée par... d'obscures querelles dynastiques vieilles de plus d'un millénaire!

Tout aurait commencé à la mi-mai par des affrontements entre les étudiants et l'armée, qui ont été le motif de proclamation de la loi martiale. Les exactions des parachutistes et l'arrestation d'un chef de

(suite page 4)

Réunions publiques

● A ANGERS

Le samedi 31 mai 1980 à 20 h 30,
Salle des Cours municipaux,
Place Saint-Eloi

● A LILLE

Le mercredi 4 juin, à 20 h 30,
27, rue Adolphe

**Solidarité ouvrière avec
les masses prolétariennes
en lutte**

● A GENEVE

Le vendredi 6 juin, à 20 h,
Centre de Loisirs des Pâquis

**La crise du Moyen-Orient
et l'impérialisme**

L'impérialisme français dans la jungle commerciale

L'évolution des rapports interimpérialistes à l'échelle mondiale et la situation de crise que connaît le monde capitaliste dans son ensemble obligent chaque bourgeoisie nationale — et surtout celle des pays capitalistes menacés par des adversaires plus gros qu'elles — à définir une stratégie pour assurer la défense

des privilèges menacés. Dans ce contexte de concurrence renforcée nous allons d'abord voir quelle est la position de la bourgeoisie française. Nous consacrerons ensuite un autre article à celle du PCF qui prétend encore « défendre les travailleurs ».

Dans un article du *Monde* du 22 septembre dernier le ministre de l'industrie analysait les problèmes qui se posent à l'industrie française. L'évolution de l'industrie française dans les années qui viennent est déterminée, expliquait M. Giraud, par trois séries de facteurs : la raréfaction des matières premières, la division internationale du travail, l'accélération du mouvement de la société.

Laissons de côté la mystification de la « raréfaction des matières premières » et « l'accélération du mouvement de la société », et voyons l'autre facteur. L'industrie française est soumise à deux types de concurrence : la concurrence des pays en voie de développement à laquelle « il faut », dit le ministre, « s'adapter », et celle des autres pays industrialisés « dans laquelle il faut gagner ».

Les bourgeois ne s'alarment pas outre mesure de la concurrence des pays « en voie de développement » : ceux-ci ne représenteront en l'an 2000 que 15 % du commerce international. Cette concurrence peut même être bénéfique, comme le montre le cas de certains patrons, par exemple, dans le textile : « La Communauté européenne a passé un accord avec la Chine; depuis, les industriels du textile se partagent en deux groupes : ceux qui veulent limiter les importations de tissus de coton écru, ceux qui souhaitent, au contraire, leur accroissement afin de disposer d'une matière de base moins coûteuse. Cet exemple montre bien [...] qu'au-

cun secteur n'est en soi condamné : ce sont seulement certains types de fabrication qui sont plus ou moins condamnés. Il nous faudra progressivement une autre industrie textile ».

Enfin, il va sans dire que les échanges avec ces pays sont un avantage pour le capitalisme français dans son ensemble. S'ils imposent en effet le repli de certaines fabrications, ils « ouvrent simultanément d'autres possibilités ». Ces pays « constituent un marché pour les équipements dont ils ont besoin pour produire (des usines, mais peut-être surtout des machines), pour leur mise en valeur (mines, routes, ports), pour leur développement (télévision, industries de la santé). Ils ont besoin d'investissements, et une certaine participation à ces investissements est fatalement nécessaire. Ces pays chercheront à valoriser leurs richesses naturelles, c'est-à-dire leurs matières premières — dont ils pousseront progressivement la première transformation, — et paradoxalement (?) la richesse que constitue leur main-d'œuvre bon marché. S'il est vain de lutter contre cette évolution, il est à la fois normal et avisé de sous-traiter (c'est nous qui soulignons) les étapes de fabrication qui conviennent particulièrement aux caractéristiques de cette main-d'œuvre. Il en est de même pour certaines industries de pointe comme la mécanique de précision et l'électronique. Dans certains cas, cette « délocalisation » peut être non seulement un atout,

mais une nécessité dans la compétition internationale ». Voilà les termes choisis par lesquels l'impérialisme décrit les avantages de la rente impérialiste sur les marchés de haute technicité, le pillage des richesses naturelles par les trusts « nationaux », la double exploitation des masses ouvrières et paysannes des pays dominés, ceux des chasses gardées et des zones d'influence!

L'autre concurrence, celle des pays développés, est beaucoup plus sérieuse. Par rapport à ces pays il s'agit d'être les plus forts, c'est-à-dire de tout faire pour vaincre dans la guerre commerciale. Pour cela il faut éviter, dit le ministre, de vouloir être présent dans tous les secteurs : « la dispersion sur tous les secteurs du marché national serait sans doute fatale ». C'est la politique dite des créneaux : « il faut s'implanter dans un nombre suffisant de domaines, et de préférence, dans ceux qui conditionnent l'avenir, dont les débouchés sont rapidement croissants et rémunérateurs ». (Dans les autres domaines « là où l'industrie française renonce à ses chances », il ne faut pas craindre les investissements étrangers). Il faut donc rénover les industries traditionnelles là où cela est possible, et surtout « innover » : « Innovation dans le développement des robots combinant art des machines et électronique, dans l'exploitation des progrès de la biologie pour la fabrication des produits

(suite page 2)

Solidarité de classe contre la répression bourgeoise en Algérie !

Après la grève générale du 16 avril en Kabylie, l'intervention des CNS (les CRS locaux) sur le campus de Tizi-Ouzou le 20 avril avait donné le signal de l'émeute. Le bilan de cette première journée serait de 450 blessés, et d'une trentaine de morts, sans compter les disparus. Nous avons vu que la classe ouvrière, notamment les ouvriers de la Sonelec, de la Sonitex et de l'hôpital se sont mis de la partie, des heurts ayant encore lieu le 23 avril. Le 22 avril, les CNS ont dû affronter la population de la haute-ville de Tizi-Ouzou où avaient été dressées des barricades. De violents combats ont eu lieu et la foule a systématiquement détruit tous les symboles du luxe des bourgeois et de l'autorité de l'Etat (hôtels, siège du FLN...).

La répression qui a suivi ces journées a connu une grande ampleur. Mais malgré l'accusation de « collaboration avec des organisations internationales » lancée par le ministère de la justice contre les 24 personnes arrêtées, les masses ne se sont pas désolidarisées avec les victimes de la répression qui sont bien considérées comme les enfants du mouvement : en se solidarisant avec eux, c'est la lutte qu'on défend. Le 18 mai, la grève générale reprenait à Tizi-Ouzou, avec en écho la grève des étudiants du 19 mai à Alger. Le but du mouvement : exiger la libération des 24 personnes arrêtées qui devraient passer en jugement devant la cour de sûreté de l'Etat à Médéa.

Décidément, quelque chose est en train de changer en Algérie, et quelque chose de profond : le front des classes de la lutte d'indépendance fait entendre d'irréductibles craquements. Nous saluons cet événement avec enthousiasme.

el-oumami

Supplément spécial Algérie

- A bas la répression bourgeoise en Algérie.
- La signification politique des événements de Kabylie.
- Les communistes et la question culturelle.
- L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à combattre.

Riposte prolétarienne à la préparation de la guerre...

(suite de la page 1)

ou un autre. L'Irak, lui, peut bien tenter d'utiliser à fond le chauvinisme arabe comme moyen d'endiguer l'enthousiasme que la chute du régime du chah a provoqué, et chercher à canaliser la révolte au Khouzistan dans le sens du séparatisme.

Sa proposition de « pacte de sécurité » contre toute menace de déstabilisation dans le Golfe et son ordre sanguinaire à l'intérieur suffirait à révéler ses véritables motivations.

Les terroristes du Khouzistan peuvent bien penser et croire ce qu'ils veulent. La réalité du Khouzistan est une chose, l'idée que s'en font ou peuvent s'en faire ses habitants pris un par un en est une autre. Cette région est le cœur non seulement des puits de pétrole iraniens, mais des raffineries et des grands complexes sidérurgiques qui se sont développés autour d'eux. Comme l'a écrit un quotidien italien : « la haute concentration industrielle l'a dotée d'une classe ouvrière forte et combative, qui a ajouté aux tendances autonomistes, religieuses et aux problèmes de frontières, des revendications nettement sociales » ; et il n'a dit qu'une partie de la vérité. C'est cette classe ouvrière qui a subi sous le chah les formes les plus violentes et les plus brutales de répression ; c'est elle qui a provoqué sa chute en fermant durant des mois et des mois les robinets du pétrole ; c'est contre elle qu'en septembre dernier le régime « révolutionnaire » islamique a envoyé l'amiral Madani muni de pleins pouvoirs militaires pour rétablir l'ordre dans les puits et les usines contre « une syndicalisation qui cherchait des débouchés différents de ceux offerts par les comités » de Khomeiny ; ce sont leurs rangs qui ont fourni la centaine de morts (tombés au combat ou exécutés) et le millier d'arrestations que Madani porte à son actif ; c'est là, et surtout à Awahz, que dès l'annonce de la prise d'otage de Londres, les repréailles de la « fermeté islamique » vantée en chœur par Bani Sadr et Ghotbzadeh se sont déchaînées férocelement jusqu'à prendre des « dimensions de guerre civile » ; c'est

dans cette grande concentration industrielle que l'avènement de la « révolution khomeiniste » n'a jamais obtenu la cessation des grèves ou la renonciation à la lutte de classe.

Le gouvernement anglais n'avait pas devant les yeux des terroristes isolés et les idées qui leur trottent dans la tête, mais le spectre effroyable d'un prolétariat « fort et combatif », décidé à se battre contre tout gouvernement, même prétendument « révolutionnaire », et pas du tout disposé à se laisser endormir par les berceuses religieuses. Il ne pouvait pas refuser son aide à son frère de classe iranien. D'ailleurs son action sanglante ne demandait pas la mise en œuvre de techniques spéciales ou d'un héroïsme exceptionnel. Elle servait par contre à renforcer la soumission du prolétariat anglais en même temps qu'à confirmer une partie — la plus arriérée — de la classe ouvrière iranienne dans ses illusions irrédentistes et national-démocratiques. La « dame de fer » de Londres a bien mérité les remerciements chaleureux de Téhéran.

La leçon de cet épisode pour le mouvement prolétarien et communiste est double. D'un côté la férocité de la répression au Khouzistan confirme bien ce que nous avions prévu dès le début, à savoir qu'avec les ayatollahs, la bourgeoisie nationale perse devait porter à un degré plus grand encore le cannibalisme anti-prolétarien de ses prédécesseurs, Reza Pahlavi compris, comme l'ont déjà fait toutes les bourgeoisies dans l'histoire. De l'autre côté, la jeune et ardente classe ouvrière des pays indépendants depuis peu ou en passe de l'être jouit d'un avantage énorme sur celle des métropoles impérialistes où jouent encore les « garanties sociales » qui servent de base à l'influence du pacifisme social, du social-impérialisme et à l'emprise des faux partis « ouvriers » réformistes et social-chauvins : c'est celui d'être poussée par des déterminations tout à fait matérielles à se battre sans quartier contre la nouvelle classe dominante et son Etat.

Elle le fait en brandissant dans cette bataille les armes les plus tranchantes

et les plus authentiques de la lutte de classe, pas seulement la grève sans limitation de durée et d'espace, mais aussi le combat de rue et la violence armée quand cela est possible. Cependant cet avantage est en partie encore contrecarré par le poids qu'ont sur les masses en mouvement les influences religieuses et les idéologies nationalistes, qui s'appuient sur le fait bien matériel de la perpétuation d'oppressions nationales. Cela prouve l'importance décisive que doit avoir l'importation dans les avant-gardes de ces luttes du marxisme révolutionnaire, matérialiste et internationaliste, et l'acharnement qu'il faudra mettre pour débayer le terrain de l'action de classe des inerties, des convictions et des traditions séculaires et même millénaires.

Mais le terrain de cette lutte grandit et les masses qui s'y précipitent deviennent impressionnantes. L'œil du cyclone est au Moyen-Orient, mais ses bras s'emparent successivement de pays plus éloignés. Il y a quelques semaines, c'est l'Algérie qu'a touché le séisme social, poussant la classe ouvrière et les masses exploitées et misérables des villes et des campagnes dans la brèche du « berbérisme ». Aujourd'hui, à l'autre bout du monde, c'est l'insurrection populaire de Kwangju qui secoue le sud de la Corée et oblige toutes les classes dominantes de l'Extrême-Orient à se serrer les coudes.

Où est la classe ouvrière ? Mais elle est là, derrière ces événements ! Et par les mille canaux que le capitalisme mondial a tracé sur le globe entier, cette lutte devra gagner et embraser demain aussi les grandes métropoles impérialistes. Le désavantage de son retard y sera compensé par la formidable puissance sociale d'une classe ultra-concentrée, pourvu que soient combattus les poisons bien plus terribles encore que ceux des vieilles religions et des jeunes nationalismes, ceux du démocratie pacifiste et des vieux chauvinismes impérialistes.

Pas plus que l'impérialisme et l'ordre bourgeois, la lutte de la classe ouvrière ne connaît de frontières. Que la riposte prolétarienne à la préparation de la guerre s'étende au monde entier !

L'impérialisme français dans la jungle commerciale

(suite de la page 1)

chimiques ou la transformation des espèces agricoles, dans le développement des moyens de communication ou de transport, ou encore dans la mise au point des produits nouveaux demandés par l'évolution de la société, le développement des industries de la santé ou de celle des loisirs par exemple ». La conclusion est que la France est bien placée dans la « bataille économique qu'il nous faut livrer », surtout si à cette capacité d'adaptation de l'industrie française s'ajoute le « respect des conditions habituelles qui règlent la concurrence » c'est-à-dire « la convergence des efforts de tous, ce qui implique [...] la confiance du personnel ». Les prolétaires savent ce que cela veut dire : on leur demande non seulement de se serrer la ceinture et de travailler davantage pour que vivent mieux leurs exploiters, mais encore de le faire en confiance, d'adhérer à la guerre que les

bourgeois se mènent entre eux ! Personne donc, poursuit le ministre de l'Industrie, ne propose de renoncer, personne ne conteste la capacité créatrice de notre industrie. « Nous ne plierons pas, conclut-il, devant la concurrence des autres pays industrialisés. » Pas de nostalgie du passé donc, pas de repliement frileux sur l'hexagone, de l'audace : « Il n'est guère imaginable que la France ramenée vers l'an 2000 à 1 % de la population mondiale, dépourvue pour l'essentiel de ressources en matières premières, puisse rester la France, prospère [sic], heureuse [resic] et civilisatrice [comprenez : impérialiste], en se repliant sur ses frontières, grattant les restes de son charbon national, faisant marcher ses voitures (qu'elle n'exporterait plus) à l'alcool de betterave, tissant son chanvre et tricotant la laine que d'anciens étudiants désenchantés tireraient des nouveaux moutons du Larzac ou de Plogoff »...

Elargissant le débat à l'ensemble de l'économie française, le premier ministre expliquait à son tour en janvier dernier au Forum de l'Expansion sur les « écueils des années 1980 » que face à l'intensification de la concurrence mondiale la France devait en particulier :

- restaurer le dynamisme démographique indispensable à la survie de la nation,
- faire un effort continu d'innovation, d'exportation et d'implantation sur les marchés étrangers,
- maintenir la stabilité du franc,
- réduire la dépense énergétique.

A la dernière assemblée du CNPF le vice-président du patronat complétait le tableau en recommandant d'« accélérer la croissance de l'agro-industrie : cette industrie regroupe, rappelle Alain Chevalier, 25 % de la population active française et sa puissance d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie est deux fois plus importante que celle de l'automobile » avant de conclure lui aussi que la France est capable de « relever les défis » qui lui sont lancés et de rester dans le peloton de tête des grands pays industrialisés.

Mais si toute la bourgeoisie française est d'accord sur certains points, il en est d'autres sur lesquels il y a des divergences. Ainsi le RPR critique la « politique des créneaux » dans laquelle il voit une politique d'abandon. Dans le dernier débat sur l'in-

dustrie à l'Assemblée nationale le député RPR rapporteur de la commission de la production et des échanges déclarait que, selon lui, le VIII^e plan « vise moins à s'attaquer à l'écart structurel qui sépare l'économie française de celle des grands Etats industriels qu'à recommander et à mettre en œuvre une politique dite des créneaux. Une telle démarche, si elle était confirmée, signifierait que la France prend son parti de l'actuelle hiérarchie internationale des puissances et consacrerait ses efforts à se glisser dans le jeu international pour, en se plaçant sur certains marchés, dont on escompte un développement rapide, sauvegarder tant bien que mal son niveau de vie et sa place.

Il s'agirait donc, en quelque sorte, d'une « résignation dynamique » (et peut-être réaliste) ; mais une autre voie est sans doute possible, consistant à lancer d'autres programmes visant, eux, non pas à maintenir un rang économique mais à accroître la capacité politique de résistance à la domination de quelques superpuissances. Tel est le débat qui devrait être au centre de la discussion du VIII^e Plan lui-même ».

Ayant constaté en particulier l'infériorité de la France dans la production des biens d'équipement par rapport aux « grandes nations industrielles qui dominent la scène, à savoir les Etats-Unis, la République fédérale allemande et le Japon », le rapporteur mettait en garde contre la menace de voir se développer « un jeu à trois — Japon, USA, RFA — dont les mécanismes inexorables écraseraient peu à peu l'indépendance des autres nations industrielles, y compris la nôtre » (Le Monde du 6-11-79).

La classe ouvrière n'a pas à entrer dans cette querelle qui s'opère sur son dos et sur celui des masses d'Afrique exploitées en particulier par l'impérialisme français. Essayer de résister au déclin économique relatif irrémédiable de la France par une agressivité économique et impérialiste plus sélective ou par une tension des efforts tous azimuts n'est pas sa politique. La classe ouvrière ne peut en avoir qu'une : résister à l'offensive capitaliste dans tous les pays et œuvrer à l'union de ses rangs internationaux pour le renversement des brigands impérialistes avec leurs rivalités et pour la transformation communiste de la société qui en finira avec les crises, la faim, l'insécurité et les guerres.

Insécurité sociale

Le gouvernement ne s'est guère préoccupé de la santé des travailleurs en décidant la « modération des dépenses de santé », une « modération » qui ne touchera que les « dépenses de santé à la charge de la Sécurité Sociale », donc celles des ouvriers, qui « ne doivent pas croître plus vite que la production intérieure brute ». Le CNPF l'a dit : en temps de crise, entretenir la santé des ouvriers, c'est faire des frais inutiles !

L'attaque très violente menée contre le système de protection sociale vient aujourd'hui comme dans tous les pays après une série de coups de frein sur les salaires. Les prolétaires sont frappés doublement : chômage pour les uns, épuisement des autres avec le travail de nuit, le travail posté, l'augmentation des cadences, et en plus on ampute leur salaire par le biais de l'augmentation des cotisations des assurances sociales et de l'éclatement du système d'assurance-maladie. Les cotisations de la Sécurité sociale sont en effet un salaire différé, avec des fonds prélevés soit directement (cotisations des assurés, dont la part a augmenté de 57 % depuis 67) soit indirectement (partie patronale, en augmentation de 8 % pour la même période) dans la poche des travailleurs.

Voilà les grandes lignes des mesures projetées :

— la convention médicale en cours de signature instaure un double secteur. Un secteur conventionné où les médecins devront observer plus strictement les limites fixées à leurs prescriptions d'exams, de soins, d'arrêts de travail (enveloppe globale). Le ministre de la Santé, Barrot, a lui-même rappelé à RTL le 11 mai qu'un contrôle « mieux organisé » des congés maladie fait partie du dispositif destiné à réduire les dépenses de santé. Un second secteur aux honoraires libres formera une médecine parallèle réservée à ceux qui pourront payer. La liberté des honoraires devient accessible à tout médecin sans avoir à fournir de justification. D'ici à 4 ans, près de 50 % des médecins auraient opté pour la liberté des honoraires ;

— le ticket modérateur d'ordre public : instauré en janvier 80 par un décret de Barrot interdisant aux mutuelles de rembourser les dépenses de santé à 100 %, il oblige les assurés, à partir du 1^{er} mai, à payer de leur poche 5 % des frais de santé ;

— d'après le projet de loi Berger, ne seraient plus remboursés : les accidents de la route, y compris les accidents de trajet jusqu'à présent considérés comme accidents du

(suite page 4)

Réunions publiques

● A ROUEN

Le vendredi 13 juin 1980, à 20 h 30,
Salle Mac Orlon, Saint-Sever

De la lutte quotidienne à la révolution communiste

● A LYON

Le vendredi 20 juin, à 20 h 30,
à la MAJO de Villeurbanne,
2, impasse Métral (M^e République)

60 ans après le II^e Congrès de l'IC

De quel Parti a besoin la révolution ?

60 ans après le II^e Congrès de l'I.C.

La révolution exige plus que jamais une préparation de Parti

« Le mouvement a échoué, affirmait Marx au lendemain de la Commune de Paris, parce qu'il n'avait pas été assez préparé ». La leçon n'a pas été perdue, puisque c'est en tirant toutes les conséquences que la révolution bolchévique a pu vaincre et tenir près d'une décennie avant de succomber sous le poids de l'adversaire. C'est d'ailleurs sur cette idée-là qu'insista le II^e Congrès de l'IC en 1920 quand il s'agit de définir le rôle du parti dans la révolution prolétarienne. C'est aussi avec cette idée-force, partagée par tous les véritables révolutionnaires, que Lénine entama sa célèbre, mais si dénaturée, **Maladie infantile**.

Pour préparer les masses à la révolution, c'est-à-dire pour obtenir et cimenter la discipline qui permet de faire converger toutes les énergies révolutionnaires de la classe contre l'adversaire, il faut un parti lui-même préparé. Il faut un parti, « solide, organisé, bien que peu nombreux », comme disent les thèses du II^e Congrès, qui se soit rendu apte au « coup d'œil révolutionnaire », par une étroite liaison avec les masses et l'étude tenace de l'ensemble des forces en action. Il faut un parti qui soit capable de rapidité de décision, d'audace et d'efficacité dans l'action. Ce qui exige une sélection impitoyable de ses dirigeants et une discipline de fer entre ses membres.

Toutes ces conditions seraient impossibles à réaliser sans la plus sûre continuité d'action et la plus ferme unité de but et de principes, qu'une théorie juste, confirmée par l'expérience révolutionnaire permet seule d'obtenir. Il faut non seulement fonder le parti « sur une base théorique de granit », comme disait Lénine, mais encore, sur cette base, éclairer la voie, trancher à l'avance les questions essentielles de la lutte prolétarienne et tremper le parti par l'expérience révolutionnaire, ce qui n'est possible que par le combat théorique et pratique le plus décidé et la séparation avec les forces équivoques et influencées par l'adversaire. Ceci est particulièrement vrai dans les périodes de reflux, propices aux bilans, mais où le poids de l'adversaire est en même temps plus lourd, ce qui oblige à fortifier l'organisme du parti par des scissions successives et non des fusions sans principes. L'assimilation des forces non encore entièrement préparées n'est féconde, lorsqu'elle se justifie pour assurer au mouvement le maximum d'unité de but et d'action, qu'au feu d'une formidable incandescence révolutionnaire, et surtout que si le parti est déjà assuré d'une cohésion supérieure, bref, s'il possède « un estomac capable de digérer des pierres », comme nous l'avons dit nous-mêmes.

Voilà le formidable patrimoine qu'apportaient les Bolchéviks à la nouvelle Internationale. Cependant ni la révolution en Russie, ni le parti international du prolétariat n'ont pu résister à l'isolement dans lequel a été maintenu l'Etat prolétarien en Russie par la défaite de la révolution en Europe. Non pas que le prolétariat n'ait pas fait preuve d'élans révolutionnaires, particulièrement audacieux et généreux en Europe centrale et avant tout en Allemagne, mais bien parce qu'en Occident, les partis n'étaient pas, là encore, suffisamment préparés. Si l'on prend l'Italie, où existait un courant de gauche adhérant parfaitement à ces leçons révolutionnaires, le parti communiste ne naquit qu'en janvier 21, c'est-à-dire alors même que la vague révolutionnaire était déjà sur le reflux : il naissait trop tard. Si l'on prend l'Allemagne, malgré le courage de la Gauche de Liebknecht, Luxemburg, Jogiches, Mehring et autres, qui se plaçaient résolument sur le terrain marxiste, les poussées révolutionnaires et les affrontements successifs avec l'Etat trouvèrent un parti paralysé par l'indécision parce que les grandes questions de la lutte révolutionnaire n'étaient pas encore tranchées.

D'où venait que la Russie « arriérée » ait su se donner le magnifique instrument de lutte qui manquait au prolétariat de l'Europe « avancée » ? Le diagnostic était alors identique pour les révolutionnaires véritables : alors que le parti bolchévique s'était aguerri dans la combinaison des situations les plus diverses de la lutte clandestine et légale, en s'appuyant sur un prolétariat que la pression sociale accrue d'un capitalisme en retard disposait à une disponibilité révolutionnaire plus grande, les partis européens avaient, eux, du mal à contrer les effets soporifiques et stérilisants de l'ambiance démocratique, du parlementarisme et du syndicalisme légalisé, et se trouvaient surpris le jour où les masses, jusque-là freinées par les amortisseurs démocratiques permis par l'impérialisme, s'élançaient brutalement dans les brèches ouvertes par la guerre impéria-

liste dans le mur des forteresses étatiques bourgeoises.

Pour combattre ce mal, la Gauche communiste d'Italie proposa des méthodes draconiennes, une intransigence encore plus grande dans la sélection des forces du parti, une rigidité encore plus grande que celle préconisée par les bolchéviks dans la tactique et dans l'organisation. Ce ne fut pas la voie choisie ; au contraire les bolchéviks en vinrent eux-mêmes à des expédients désespérés pour tenter de briser l'isolement asphyxiant, ce qui donna prise à ces forces équivoques sur le parti et diminua sa capacité de résistance face à la contre-révolution.

Sinistre ironie et tragique confirmation, le stalinisme put se prévaloir de l'improvisation et de la manœuvre devenues habituelles dans l'Internationale en déclin pour faire découler des situations les principes eux-mêmes et pour remplacer la « base théorique de granit » sur laquelle s'unifie le parti dans l'action par l'improvisation géniale de chefs inspirés dont les contreparties sont la démagogie et le caporalisme. Le malheur a voulu que l'opposition de gauche en Russie ait été elle-même trop étroitement responsable de ces méthodes contestables pour pouvoir comprendre la cause du cours catastrophique qu'elle combattait comme nous : c'est pourquoi elle ne sut pas y opposer autre chose que des sursauts héroïques mais désespérés et de brusques mais passagers éclairs de lucidité marxiste. Ce fut le cas de Trotsky lui-même, dont les héritiers ont par la suite érigé les erreurs en fin de fin de l'expérience historique, pour justifier leur aplatissement devant la démocratie bourgeoise et l'Etat en place, pourvu qu'il sache se parer d'un socialisme de pacotille.

*

Depuis plus de cinquante ans que la contre-révolution a brisé le parti prolétarien, les luttes sociales n'ont pas manqué pour autant et les tenants de la spontanéité révolutionnaire pourfendeurs des « dogmes programmatisques » auraient pu y trouver leur compte, ainsi que les partisans du parti-agrégat de forces hétéroclites ou des fronts politiques, par opposition au parti s'épurant toujours davantage. Or ce sont bien ces théories qu'infirme encore l'histoire récente.

Les conditions matérielles qui avaient hier poussé le prolétariat russe à une plus grande combativité se sont bien retrouvées à grande échelle dans la formidable vague d'émancipation coloniale du second après-guerre. Mais, à la différence de son aînée russe du début du siècle, la classe ouvrière de ces continents « arriérés » a été privée de la possibilité de se saisir dès le début des armes les plus affûtées du marxisme révolutionnaire, disparu de la scène comme mouvement politique agissant.

Le stalinisme, et à sa suite le maoïsme, avaient promis que si la classe attendait bien sagement que s'épuise l'« étape bourgeoise », elle pourrait passer plus facilement à l'« étape socialiste ». Même le trotskysme est tombé dans le panneau avec la théorie stu-

pide de la « transcroissance du parti démocratique en parti prolétarien ». Aujourd'hui la bourgeoisie règne partout et, ayant désarmé le prolétariat, se débarrasse même du verbiage socialisant de sa jeunesse romantique... Mais où le prolétariat, qui a mené la lutte anti-impérialiste avec courage, a-t-il pu jusqu'à ce moment parvenir à formuler ses propres buts de façon indépendante ?

Au lieu de pouvoir brûler, comme en Russie, les étapes de la formation en classe pour soi, la classe ouvrière des pays de jeune capitalisme est au contraire condamnée à reparcourir une à une toutes les étapes du chemin de croix qu'a dû parcourir hier le prolétariat d'Europe pour arracher son droit historique à un programme propre, celui du Manifeste de 1848. Mais elle doit le faire dans des conditions autrement plus douloureuses, face à un ennemi qui a su, lui, apprendre de l'histoire grâce à la formidable continuité d'action contre-révolutionnaire des grands Etats impérialistes qui dicte la voie à suivre aux bourgeoisies nouvellement venues sur le marché mondial.

Dans les pays de capitalisme sénile et de parasitisme impérialiste, les deux dernières décennies ont vu toute une vague de tentatives pour opposer de nouveaux partis se réclamant du socialisme au monopole stalinien et social-démocrate. Mais qu'ont-ils fait, ces courants qui ont attendu en fin de compte la victoire du mouvement lui-même et non d'une solide restauration théorique, eux qui ont agité le formalisme démocratique ou la recette miracle de nouveaux types d'organisations pour canaliser la spontanéité prolétarienne sans mener de front le combat contre le réformisme contre-révolutionnaire ? Ils ont fini par s'aplatir aujourd'hui complètement devant lui. Ou alors ils n'avaient plus qu'à se lancer dans le geste exemplaire, le terrorisme individualiste pour tenter de faire l'économie d'une préparation révolutionnaire dont la difficulté ne peut satisfaire leur impatience. Ainsi alors que jamais la bourgeoisie n'a été aussi préparée, jamais non plus la préparation révolutionnaire et donc de parti n'a été autant dénoncée dans le prolétariat lui-même par ceux qui prétendent lutter pour son émancipation !

Peut-être est-il possible d'établir une loi qui se manifeste dans les domaines les plus variés de la vie sociale : plus les forces en présence sont concentrées, plus l'impréparation de l'action rend fatale l'issue des affrontements et plus décisif par conséquent devient l'élément de préparation de l'action. Naturellement cette loi s'exprime essentiellement dans le domaine de l'affrontement de la force pure, c'est-à-dire dans le domaine militaire : prenez la formidable puissance de destruction nucléaire patiemment accumulée pendant des années et pensez qu'elle est susceptible de se déchaîner en quelques instants : l'armée qui vainc à ce jeu n'est pas seulement celle qui possède le plus de mégatonnes ; c'est aussi celle qui s'est le plus patiemment préparée aux diverses hypothèses possibles et s'est rendue capable par un long apprentissage de trouver la meilleure solution à la minute près ! Et cette

loi reste vraie dans le domaine de la lutte des classes qui est une guerre encore plus impitoyable que la guerre entre les Etats.

La bourgeoisie n'a pas seulement perfectionné sa machine de répression alors même que le prolétariat était défait et endormi. Elle s'est encore acharnée à combattre les effets de la concentration de la classe que provoque la grande industrie en atomisant la classe et en cherchant à maintenir ses forces éparpillées. Elle mène cette politique par la force dès que la collaboration directe des grands partis « ouvriers », qui poursuivent le même but, s'avère insuffisante. Elle s'appuie pour cela sur la corruption de couches entières du prolétariat, la concession de privilèges temporaires, qui seront brutalement repris au moment opportun, sur l'illusion de la participation au pouvoir par des consultations démocratiques à tous les niveaux. Elle travaille ainsi activement à démobiliser la classe, à retarder ses réactions, à les stériliser par des exutoires, bref à enrayer la préparation des masses prolétariennes. Ceci dans l'espoir que le jour où l'énergie explose, comme elle doit le faire inévitablement, elle se volatilise sans avoir le temps de devenir force de destruction révolutionnaire. Tous les courants qui veulent pousser les forces petite-bourgeoises ou le réformisme « ouvrier » à travailler pour la classe ouvrière, comme ceux qui attendent la victoire de la spontanéité sans l'organisation préalable, ceux qui veulent la force de la vapeur sans le piston, travaillent donc, même avec la meilleure bonne volonté, pour la bourgeoisie.

Plus la bourgeoisie s'avère capable de retarder la préparation révolutionnaire par la stérilisation du terrain de la lutte immédiate et par les sirènes démocratiques avec lesquelles elle ensorcelle les forces rebelles à l'ordre établi, plus brutales devront être les réactions prolétariennes longtemps contenues. Et plus le besoin d'une préparation de parti devient par conséquent une exigence vitale.

Plus que jamais il faut un parti capable de s'ouvrir aux besoins des masses en lutte et de se lier rapidement à elles, un parti capable de faire passer dans la vie dans un laps de temps réduit les meilleures leçons du passé et de permettre le maximum de discipline au mouvement spontané, un parti capable de se faire aux brusques changements de situation, un parti capable de sélectionner bien plus rapidement qu'hier ses membres et ses dirigeants, un parti capable donc de raccourcir au maximum l'apprentissage révolutionnaire des masses. Comment cette préparation encore plus exigeante qu'hier serait-elle possible sans un programme encore plus tranché, une délimitation encore plus stricte qu'hier ? Comment cela serait-il possible sans la dictature la plus implacable du programme et des principes, sans l'arsenal tactique le plus soigneusement calculé, sans l'organisation de parti la plus fermée et la plus rigide ?

Comment cela serait-il possible sans faire encore mieux qu'hier ? Voilà à quoi nous devons travailler.

Où mène l'unité à tout prix de la LCR

Sur la lancée des luttes ouvrières de 68 et de l'accroissement des tensions sociales nées de la crise économique, les diverses familles de l'« extrême gauche » ont étendu leur influence dans les entreprises et certains secteurs périphériques des syndicats. Tel est le cas de la LCR.

Pour cette organisation comme pour tous les trotskystes, l'objectif est toujours la réalisation d'un front unique au sommet avec les organisations de l'opportuniste dominant, trouvant sa concrétisation dans un gouvernement de gauche rebaptisé « gouvernement ouvrier ». Sur le terrain syndical c'est le même principe qui est défendu. Pour la LCR, l'objectif proclamé est avant tout de reconstruire l'« unité de classe » du prolétariat pour... chasser le gouvernement de droite et la V^e République. Il s'agit donc de préparer sur le terrain syndical un levier « unitaire » qui fasse pression sur les états-majors politiques en vue de la renaissance de l'union de la gauche. Il faut donc favoriser « l'unité syndicale » pour ouvrir la voie du front politique de la gauche réformiste et social-impérialiste. Comme les partis de gauche, les syndicats sont évidemment considérés comme d'authentiques organes de classe toujours utilisables par le prolétariat pour la défense de ses intérêts, mais dont on veut bien concéder qu'ils sont aux mains d'appareils à tendance réformiste qui étouffent toute démocratie in-

terne, et donc toute participation active des travailleurs aux prises de décisions.

Mais les travailleurs ressentent ces organisations, telles qu'elles sont aujourd'hui, comme les « leurs ». Aussi s'agit-il non de les combattre mais de faire pression sur les appareils réformistes pour qu'ils s'engagent dans une voie favorable à la réalisation des aspirations ouvrières, et essentiellement celle de l'unité. Dans les thèses du 2^e congrès de la LCR, nous pouvons lire : « Dans la voie de l'unité et de l'indépendance de la classe ouvrière, l'unité de « ses » organisations est importante, dans la mesure où la majorité des travailleurs leur faisant confiance, elle représente l'union de leurs propres forces dans l'action... ». Il faut donc réaliser l'unité des travailleurs qui ont encore des illusions sur les bureaucraties réformistes... en favorisant l'unification de ces mêmes appareils.

L'activité de la LCR se caractérise en conséquence par la multiplication de « manœuvres » tactiques, de « pressions », de « mises au pied du mur » des dirigeants réformistes, jamais par l'organisation et la préparation de la rupture. Ainsi ses militants investissent-ils quelques rouages de « base » des structures syndicales, en croyant conquérir des atouts qui permettent de peser d'un poids plus grand sur les directions. Le malheur c'est que ces prises de responsabilités dans les syndicats ne se font jamais pour la LCR

sur la base d'une remise en cause de l'orientation générale, bourgeoise, de collaboration de classe qui anime les structures de la base au sommet. Jamais la LCR ne remet en cause dans les faits l'obligation absolue pour tout responsable syndical de se discipliner totalement, non aux besoins généraux de la lutte prolétarienne, mais aux statuts, aux décisions de congrès, aux règles de fonctionnement, à la structuration interne établis par les appareils réformistes. Aussi ses militants refusent-ils toute initiative qui tend à s'appuyer sur les travailleurs combattifs à la base pour tisser des liens horizontaux entre les travailleurs de catégories ou d'entreprises différentes. Aussi refusent-ils de s'engager dans la construction d'une véritable tendance de lutte de classe dans et hors des syndicats, tendance qui regrouperait tous les prolétaires conscients de la nécessité de rompre irrémédiablement avec les principes et les méthodes de l'opportuniste pour la défense des besoins immédiats de la classe. Une telle orientation, il est vrai, attire immanquablement sur ses défenseurs les foudres de la bureaucratie et ne peut être défendue qu'en violation ouverte des « statuts », des décisions « majoritaires » des congrès et du « fédéralisme ». Mais c'est justement là que la bataille doit être menée.

(suite page 4)

